

FRANCIS DUPUIS-DÉRI, *Démocratie. Histoire politique d'un mot. Aux États-Unis et en France*, Montréal, LUX, 2013, 453 pages

Simon Tremblay-Pepin

Volume 8, numéro 2, printemps 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71329ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay-Pepin, S. (2014). Compte rendu de [FRANCIS DUPUIS-DÉRI, *Démocratie. Histoire politique d'un mot. Aux États-Unis et en France*, Montréal, LUX, 2013, 453 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(2), 35–35.



Des centaines d'essais québécois ont été recensés par des dizaines de collaborateurs dans les Cahiers de lecture depuis 2007.

Pour suivre la pensée québécoise en essais, il faut s'abonner via :

- la boutique internet ;
- la poste ;
- le téléphone.

(coordonnées page 2)

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
DÉMOCRATIE. HISTOIRE POLITIQUE D'UN MOT. AUX ÉTATS-UNIS ET EN FRANCE
 Montréal, LUX, 2013, 453 pages

Francis Dupuis-Déri nous offre dans son plus récent ouvrage, *Démocratie – Histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*, les résultats de ses recherches doctorales sur l'évolution du mot démocratie. Publier une thèse de doctorat n'est jamais une chose simple, l'objet se prête souvent fort mal à être transformé en livre, tant il est dense et répond à d'autres critères que la diffusion pour un large public. L'effort de l'auteur et des gens de chez *Lux* porte ses fruits : nous disposons d'un livre accessible qui fait état d'une recherche historique dont l'ampleur impressionne et dont la pertinence demeure très actuelle.

Dupuis-Déri nous fait traverser l'histoire des révolutions française et américaine en ayant comme point d'attache le mot « démocratie ». On parcourt des journaux, des livres, des discours, des correspondances, mais aussi des chansons, des poèmes et des récits. Considérant la quantité de textes que ces événements historiques majeurs ont générée, il s'agit déjà d'une très lourde tâche. Cependant, Dupuis-Déri ne se livre pas qu'à une recension, il se lance aussi dans la description d'une progression, similaire dans les deux révolutions, du rapport de l'élite révolutionnaire au mot *démocratie*.

Il est nécessaire de comprendre que, pour Dupuis-Déri, ceux qui font les révolutions française et américaine sont des individus très particuliers avec des objectifs spécifiques. Au contraire de la fable du peuple qui aurait alors pris le pouvoir, il nous propose plutôt de les comprendre comme des élites patriotes qui voulaient effectivement mettre fin au pouvoir du roi et de la noblesse, mais bien davantage pour le prendre pour eux-mêmes que pour le partager avec tout le monde.

La progression que suivent ces élites face au mot démocratie est simple. Elles commencent par mépriser le mot « démocratie » et le système qu'il sous-tend. Pour elles, c'est la domination de la plèbe sur la cité alors que celle-ci n'a pas la capacité de gouverner. Ensuite, leurs adversaires des classes populaires se revendiquent de ce mot et se placent comme contrepoids des élites révolutionnaires. Comme le mot attire les foules, les élites se livrent alors à une déformation du terme. Elles transforment le vote et la représentation (des pratiques politiques considérées comme aristocratiques depuis 2000 ans) en « démocratie », alors que celle-ci était historiquement entendue comme la prise directe des décisions politiques par le peuple réuni en assemblée.

Cette nouvelle définition du terme est mise de l'avant par une telle campagne de propagande que, rapidement, elle se généralise. Aujourd'hui, la généralisation est tellement achevée qu'on ne se gêne pas pour effacer de l'histoire les luttes pour transformer l'idée de démocratie et tracer une continuité entre notre système représentatif et celui de l'antique Athènes. Le tout en négligeant de dire que les Grecs de l'époque n'auraient jamais considéré notre mode de fonctionnement comme démocratique et en omettant toutes les expériences historiques de démocratie bien réelle qui se vécurent entretemps.

Les partisans de l'indépendance nationale du Québec devraient porter un grand intérêt à cet ouvrage. Il met en lumière, me semble-t-il, un angle mort de leur démarche et permet de poser certaines questions. Par exemple, en quoi le processus d'indépendance du Québec remet-il en question l'élite déjà en place au Québec et le pouvoir que lui donne d'ores et déjà le système

représentatif? Faut-il prendre pour argent comptant l'idée que le système représentatif est démocratique?

Ces questions peuvent sembler dépassées tant la vision représentative domine maintenant les esprits et les discussions. On pourra répondre qu'aujourd'hui tout le monde s'entend pour lutter à l'intérieur des limites de cette démocratie représentative, quitte à demander des améliorations de celle-ci (scrutin proportionnel, plus de consultation, etc.). Dans un contexte de tentative de renouvellement de l'adhésion au projet d'indépendance, ce réflexe serait une erreur.

Comme le souligne Dupuis-Déri à la fin de son parcours, l'expérience politique de plusieurs jeunes ne s'est pas faite dans un contexte « traditionnel » de parti ou de démocratie représentative. Ceux et celles qui sont les plus énergiques et les plus impliqués ont plutôt fait l'expérience de la démocratie directe et d'une politique qui fait confiance au peuple réuni en assemblée. Que ce soit dans la mouvance altermondialiste (au sommet des Amériques, dans les autres continents, aux différents Forums sociaux) ou dans le mouvement étudiant (grèves de 2005 et 2012, mais aussi une série de contestations), ils et elles ont été habitués à penser par eux-mêmes, à débattre entre eux et elles et à prendre les décisions ensemble.

Les organisations partisans hiérarchisées épuisent rapidement leur volonté d'action. Le peu de questionnement du caractère élitiste et sclérosé de notre système représentatif et l'absence totale de volonté d'en transformer les fondements viennent souvent miner leur engagement politique même. Devant un projet ambitieux comme la réalisation de l'indépendance qui ne remettrait même pas en question la structure démocratique, beaucoup se disent : « Tout ça, pour ça ? »

C'est le paradoxe du système représentatif : il parle sans cesse de la souveraineté du peuple, mais elle se dérobe toujours aux yeux de celui-ci qui ne voit que le pouvoir politique de ses représentant-es et de leur machine politique. La lutte pour l'indépendance vient exacerber ce paradoxe en renouvelant l'espoir politique, mais sans proposer de renouveler le système. Au final, les indépendantistes devraient méditer les mots du député royaliste Pierre-Victor Malouet, que Dupuis-Déri cite en fin d'ouvrage :

Vous avez voulu [...] rapprocher intimement le peuple de la souveraineté, et vous lui en donnez continuellement la tentation, sans lui en confier immédiatement l'exercice. [...] En disant que la souveraineté appartient au peuple et en ne déléguant que des pouvoirs, l'énonciation du principe est aussi fautive que dangereuse. Elle est fautive, car le peuple, en corps [...] ne peut rien saisir de ce que vous déclarez lui appartenir, vous lui défendez même de délibérer ; elle est dangereuse, car il est difficile de tenir dans sa condition de sujet celui auquel vous ne cessez de dire : *tu es souverain*. Tel est donc le premier vice de votre constitution, d'avoir placé la souveraineté en abstraction.

« Avoir placé la souveraineté en abstraction »... Voilà qui est doublement vrai pour le mouvement indépendantiste québécois. Il est peut-être temps d'en sortir.

Simon Tremblay-Pepin

Chercheur associé à l'IRIS, doctorant en science politique à l'Université York

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Démocratie
 Histoire politique
 d'un mot

AUX ÉTATS-UNIS ET EN FRANCE

LUX | ROMANES